**Climat : pourquoi la COP22 doit (vraiment) être la COP de l'Afrique**

*REVUE DE PRESSE. Les médias du continent sont lucides quant à l'équation que l'Afrique doit résoudre pour se développer en respectant l'environnement. PAR AGNÈS FAIVRE*

*Publié le 12/11/2016 | Le Point Afrique*

Il y a un an, 195 pays s'apprêtaient à présenter au Bourget, en région parisienne, leurs plans d'actions pour maintenir la hausse de la température moyenne mondiale sous le seuil de 2 degrés. Le 12 décembre 2015, un accord universel sur le climat - l'Accord de Paris - était finalement approuvé. Une prouesse diplomatique, au regard des nombreuses déconvenues sur lesquelles se sont achevées les précédentes négociations sur le climat, mais qui survient cependant 23 ans après le Sommet de la Terre, la première initiative de l'ONU sur l'avenir de la planète. Autant dire que le temps presse ! Certes, l'Accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Mais il s'agit maintenant d'accélérer et de passer aux actes.

Là réside l'enjeu majeur de la 22e édition de la Conférence des parties (COP22), entamée le 7 novembre dernier à Marrakech (jusqu'au 18 novembre), avec pour thème « l'atténuation aux effets du changement climatique et l'innovation en matière d'adaptation ». La tenue de cet événement au Maroc, qui met l'Afrique au premier plan des objectifs de ses stratégies économique et diplomatique, est l'occasion de placer l'Afrique au cœur des discussions.

**L'Afrique, principale victime du changement climatique**

Si les 54 pays d'Afrique contribuent faiblement (à moins de 5 %) aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent est très vulnérable aux effets du changement climatique. L'organisation allemande Germanwatch pointe les dégâts qu'il a déjà occasionnés en Afrique, dans un rapport paru au deuxième jour de la COP22.

Le quotidien rwandais anglophone The New Times s'en fait l'écho. Il en ressort que l'Afrique a été la région « la plus touchée » par les épisodes climatiques extrêmes de ces dernières années. « Depuis 1996, les événements climatiques y ont causé la mort de plus de 530 000 personnes, et occasionné plusieurs milliers de milliards de dollars de dégâts », indique le Global Climate Risk Index 2017. Quatre pays africains figurent parmi les 10 pays les plus affectés : le Mozambique (1er), le Malawi (3e), le Ghana et Madagascar (8e ex æquo).

The New Times revient aussi sur les conséquences meurtrières des pluies, des vents violents, ou des glissements de terrain au Rwanda. Entre janvier et mai, ils ont provoqué la mort de 81 personnes, détruit 1 398 maisons et plus de 1 500 hectares de champs, selon les autorités. « Rien qu'en mai, au moins 49 personnes sont mortes lors d'inondations et de glissements de terrain déclenchés par des pluies violentes à divers endroits du pays », précise le quotidien rwandais. L'agence de météorologie du Rwanda, selon qui 2015 a battu des records de chaleur, prédit « qu'il pourrait faire encore plus chaud durant les prochaines décennies ».

**Un réchauffement de 2 °C en 2030 coûterait 4,7 points de PIB à l'Afrique**

L'Afrique fait face à deux enjeux majeurs, rappelle le professeur de climatologie de l'université Kenyatta, Chris A. Shisanya : « Une forte exposition au changements climatique, et une faible capacité d'adaptation. » Dans une tribune parue dans The Conversation Africa, il expose l'intérêt de la COP22 pour le continent. « Un nombre disproportionné de sécheresses et d'inondations a affecté de façon négative la productivité agricole, l'insécurité alimentaire et les ressources en eau. D'ici à 2030, les conflits liés à l'eau devraient être une menace sur tout le continent.

L'espoir est que la COP22 incite les pays africains à enflammer la volonté politique, la créativité et le soutien international aux mesures d'adaptation. Parallèlement aux technologies d'énergie renouvelable, cela peut façonner un avenir durable. Des recherches montrent qu'une augmentation de la température globale de 2 °C d'ici à 2050 pourrait faire décliner le PIB de l'Afrique de 4,7 % », écrit-il.

**Il faut plus de fonds pour permettre à l'Afrique de s'adapter au changement climatique**

Pour les États africains, l'urgence consiste donc moins à diminuer leurs contributions à la pollution atmosphérique qu'à s'adapter aux effets des changements climatiques, d'autant qu'ils doivent mettre en place les mesures ad hoc dans un certain délai.

Le président du groupe des négociateurs africains Seyni Nafo souligne cette difficulté dans le quotidien malien Aujourd'hui au Mali : « En quittant Paris, les pays s'étaient donné 5 ans pour que les Parlements puissent ratifier le document. Mais en moins d'un an, on se trouve dans une situation historique où les signatures et les ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de l'Accord ont été récoltées. Le document est entré en vigueur le 4 novembre 2016, tandis qu'on avait planché sur 2020. La première préoccupation pour le groupe africain, c'est de pouvoir gérer cette entrée en vigueur anticipée. »

À Marrakech, Seyni Nafo entend ainsi plaider en premier lieu pour un relèvement du montant du financement dédié à l'adaptation au changement climatique, encore très inférieur à celui assigné à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre - il se chiffre actuellement à 9 milliards de dollars par an. Il souligne par ailleurs dans Le Républicain que le Mali mettra en œuvre sous peu, grâce à ces financements, cinq programmes prioritaires, incluant le dragage du fleuve Niger et la lutte contre les inondations dans la capitale malienne, Bamako.

[…]

**Le rôle majeur de l'agriculture africaine**

Durant cette COP22 à Marrakech, le Maroc met aussi en avant l'initiative AAA (Adaptation de l'agriculture africaine) qu'il a lancée en avril dernier. Lors de la Conférence de Paris, les représentants du monde paysan étaient déjà venus en nombre pour défendre leur vision de l'agriculture de demain, censée faire face au triple défi de nourrir une population croissante, juguler la pauvreté dans les campagnes et protéger l'environnement.

L'Infodrome salue les efforts de la COP22 pour mettre cet enjeu en avant : « Pour la première fois, après 21 COP, l'agriculture est portée au premier plan des négociations climat », écrit le site d'infos ivoirien. « Les visiteurs peuvent découvrir des projets concrets, déjà opérationnels ou en recherche de financements, notamment ceux portés par des Agrimakers, ces agriculteurs africains innovants qui contribuent au développement du potentiel agricole du continent avec des solutions soutenues par l'initiative AAA. Pour découvrir les portraits d'Agrimakers et leurs solutions, rendez-vous sur les réseaux sociaux et sur la chaîne YouTube de l'initiative », écrit l'Infodrome, qui informe également de la création du mot-dièse #weAAAre sur les réseaux sociaux.

**« Le plus dur commence »**

Ces canaux d'informations seront-ils suffisants pour sensibiliser le grand public au potentiel de l'agriculture africaine ?

Le quotidien burkinabè Le Pays pointe deux obstacles fondamentaux dans la lutte contre les effets des changements climatiques que doit mener le continent :

- Le premier relève justement, selon lui, de la pédagogie : « Le changement climatique est encore abstrait pour certaines populations. Bien des gens considèrent que c'est un débat d'experts, de riches, en tout cas, étrangers à leurs préoccupations quotidiennes et immédiates de survie. Il importe qu'une campagne vigoureuse de sensibilisation soit menée tant par les gouvernants que par les acteurs de la société civile. Il faut illustrer les théories par des exemples de dérèglements climatiques tirés du vécu quotidien de ces populations », estime le titre de Ouagadougou.

- Le second obstacle tient à la transition énergétique. Si l'Afrique dispose d'« alternatives crédibles au pétrole », écrit-il, il reste à voir comment réagiront « les puissants lobbies du pétrole », « qui ne voient pas forcément d'un bon œil cet appel au changement de sources d'énergie ici et maintenant ». L'article s'intitule : « Sommet sur le climat de Marrakech : le plus dur commence ».